

Titre Premier : Généralités

A Décidé ce qui suit :

Article Premier : Est ratifié, tel qu'il est annexé au présent dahir, l'accord relatif au transport aérien, signé à Rabat le 3 avril 1958, entre Notre Gouvernement et le Gouvernement du Portugal.

Article 2 : Le ministre des affaires étrangères et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 28 chaoual 1379 (25 avril 1960).

Enregistré à la présidence du conseil, le 28 chaoual 1379 (25 avril 1960) :

Abdallah Ibrahim.

*

* *

Accord entre le Royaume du Maroc et le Portugal relatif au transport aérien (signé à Rabat le 3 avril 1958).

Le Gouvernement du Royaume du Maroc, et Le Gouvernement du Portugal, Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Maroc et le Portugal et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine ;

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, ci-après désignée la convention, Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Gouvernement du Royaume du Maroc : M. Mohamed Jaïdi, chef du cabinet de M. le ministre des affaires étrangères ;

Le Gouvernement du Portugal : M. Fernande Mario de Oliveira, conseiller d'ambassade,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme.

Sont convenus de ce qui suit :

Titre Premier : Généralités.

Article Premier : Les parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent accord en vue de l'établissement des liaisons aériennes civiles internationales qui desservent ou traversent leurs territoires respectifs.

Article 2 : Pour l'application du présent accord, sauf lorsque le texte en dispose autrement :

a) l'expression autorités aéronautiques signifie : en ce qui concerne le Portugal, la Direcção-Geral da Aeronautica Civil ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort de la Direcção-Geral da Aeronautica Civil ; En ce qui concerne le Maroc,

- b) le ministère des travaux publics (circonscription de l'air) ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort du ministère des travaux publics (circonscription de l'air) ;
- c) l'expression entreprise désignée signifie une entreprise que les autorités aéronautiques de l'une des parties contractantes ont notifiée par écrit aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante comme étant l'entreprise que cette partie entend désigner aux termes de l'article 13 du présent accord pour l'exploitation des routes mentionnées dans ladite notification ;
- d) le mot territoire correspondant à la définition qui en est donnée à l'article 2 de la convention ;
- e) les définitions des paragraphes a), b) et d) à l'article 96 de la convention sont applicables au présent accord.

Article 3 : Afin d'éviter toutes pratiques discriminatoires et d'assurer une parfaite égalité de traitement :

- a) chaque partie contractante pourra imposer ou permettre que l'on impose des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres facilités. Chaque partie contractante convient aussi que ces taxes ne seront pas supérieures à celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires ;
- b) les aéronefs utilisés par les entreprises désignées de l'une des parties contractantes ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement de bord, les provisions de bord et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur le territoire de l'autre partie contractante, dans les conditions fixées par sa réglementation douanière, des droits de douane et autres redevances perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit ;
- c) les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord destinés à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe a) ci-dessus seront exemptés, à leur arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante ou à leur départ de celui-ci, dans les conditions fixées par sa réglementation douanière, des droits de douane et autres redevances perçus lors de l'entrée, la sortie ou le transit de marchandises ainsi que des frais d'inspection ou autres taxes similaires, à l'exception toutefois des taxes qui représentent le prix d'un service extraordinaire ;
- d) les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une partie contractante sur le territoire de l'autre partie contractante et réexportés, resteront exemptés, dans les conditions fixées par la réglementation douanière de cette dernière partie contractante, des droits de douane et autres droits et taxes perçus lors de l'entrée, la sortie ou le transit de marchandises, ainsi que des impôts de consommation ;
- e) les exemptions prévues dans les paragraphes b) et d) ci-dessus pour les marchandises consommables (carburants, huiles lubrifiantes et provisions de bord) s'appliquent également aux marchandises consommées au-dessus des territoires des deux parties contractantes.

Article 4 : Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre partie contractante, aux fins d'exploitation des services aériens régis par le présent accord. Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre partie contractante ou par un autre Etat.

Article 5 :

- a) les lois et règlements de chaque partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliquent aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre partie contractante.
- b) les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur propre compte aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque partie contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine,

Article 6 : Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou des nationaux de cette dernière, ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Article 7 : Chaque partie contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord.

Cette consultation commencera au plus tard soixante jours à compter du jour de réception de la demande par l'autre partie contractante.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 8 : Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation aura effet six mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze jours (15) après sa réception au siège de l'Organisation de l'aviation internationale.

Article 9 :

a) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 7, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements des parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes, à un tribunal arbitral.

b) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux parties contractantes désignera un arbitre. Les parties contractantes se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si les arbitres ne sont pas désignés dans un délai de deux mois et le président choisi dans un délai de trois mois à partir de la date où une des parties contractantes a notifié son intention de soumettre le différend au tribunal arbitral, chacune des parties contractantes, à défaut d'un autre accord, demandera au président du conseil de l'O.A.C.I. de procéder aux désignations nécessaires. Au cas où le président du conseil de l'O.A.C.I. serait ressortissant d'une des

parties contractantes ou empêché par d'autres raisons, ces désignations seront faites par son substitut au conseil.

c) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même des principes de procédure et détermine son siège.

d) Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

e) Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante, pourra aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut.

f) Chaque partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné et des autres frais du tribunal.

Article 10 : Si les deux parties contractantes ratifiaient une convention aérienne multilatérale ou y adhéraient, le présent accord et son annexe devraient être modifiés de façon à se conformer aux dispositions de ladite convention au moment où elle entre en vigueur pour les deux parties contractantes.

Article 11 : Le présent accord, son annexe et tous les avenants qui s'y rapportent seront communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.